

Chères Consœurs, Chers Confrères,

La période électorale qui s'ouvre nous amène à nous interroger sur **l'adaptation de nos institutions**, telles qu'elles ont été imaginées il y a plusieurs décennies déjà, aux défis qui nous attendent !

La faillite des acteurs déconcentrés de l'Etat dans la gestion de la **crise Covid** a fait prendre conscience de la nécessité de disposer, pour affronter les crises, **d'acteurs régionaux** bénéficiant à la fois **des moyens et de l'autonomie nécessaire** pour proposer et mettre en place des actions de terrain nécessairement différentes d'une région à l'autre.

Il en va de même pour notre profession, qui doit disposer d'une **institution régionale forte et autonome**, ayant la capacité à négocier, parfois fermement, avec notre tutelle sur le plan local, et disposant des moyens financiers pour mener les actions de développement indispensables à nos cabinets.

Or, nous en sommes loin, très loin !

Aujourd'hui, tous les sujets importants se discutent en petits comités dans les locaux du Conseil Supérieur, dans les antichambres des ministères parisiens, loin de nos préoccupations. Nous subissons chaque jour dans notre exercice professionnel des normes et des obligations incompréhensibles et chronophages.

Et le pire est que tout cela coûte très cher !

Au niveau national, il n'y a pas que le Conseil qui est supérieur, **les dépenses le sont hélas également !**

Chaque année, c'est plus de 2 millions d'euros de cotisations que les consœurs et confrères de la Région Nouvelle Aquitaine reversent au Conseil Supérieur pour financer **à la fois son fonctionnement, et quelques actions aussi coûteuses qu'inutiles**. A titre d'exemple, les récentes campagnes de communication, très onéreuses et totalement éloignées des préoccupations quotidiennes de nos cabinets et de nos clients.

Dans le même temps, la part de **nos cotisations** qui reste disponible en région pour financer les actions que nous estimerions utiles pour chacun de nous est réduite à la portion congrue !

Comme on le voit, les moyens financiers ne manquent pas, et ça tombe bien, car les projets foisonnent chez ECF !

Notre ambition pour cette mandature se décline en **trois axes forts et simples**:



Accompagner notre profession à prendre son indépendance numérique. #Incubateur #DataSicene @IA

Nous souhaitons, à l'instar des Régions Paris IDF et PACA, déjà administrées par des élus ECF, contribuer au **développement régional de l'incubateur numérique INNEST/INKO** afin de participer au développement de la plateforme des **outils numériques** dont nous avons tous besoin. Pour le bénéfice direct des professionnels de notre région, nous souhaitons devenir des **acteurs de cette communauté autour des starts up** qui développent des solutions **innovantes** pour notre exercice professionnel de demain.

Nous renforcerons la **collaboration transverse** avec les autres régions afin de participer à l'enrichissement des dispositifs déjà existants :

- **Cap Performance** un site dédié aux outils et aux diagnostics pour aider les cabinets à évoluer
- **Performance Académie**, la formation des dirigeants de cabinet pour appréhender tous les outils d'un bon chef d'entreprise (marketing, communication, management ...)



Redonner à notre Région Nouvelle Aquitaine un rôle décisionnaire et renforcer les relations et la coopération entre les autres Régions Ordinales

Nous souhaitons notamment créer, au niveau de notre grande Région, **un comité des normes professionnelles**.

Ce comité sera composé de **professionnels de la Nouvelle Aquitaine**, qui auront la double mission de s'impliquer au niveau national dans la **rédaction de nos normes professionnelles** et qui, localement, viendront en soutien de tous les professionnels en répondant aux questions qu'ils se posent sur l'application de ces normes dans leur **exercice professionnel quotidien**.



Donner à notre Profession une plus grande visibilité comme acteurs économiques de terrain indispensables à l'économie locale

Nous souhaitons poursuivre et accentuer **le rôle de l'Institut Sofos**, lancé par notre Confrère Alexandre Salas Gordo pendant son mandat, en confiant à cet Institut la mission d'influencer les décideurs locaux sur la nécessité d'intégrer les experts comptables dans la réflexion sur les décisions impactant l'économie locale.

Les travaux de cet Institut devront également **contribuer, en partenariat** avec les actions menées dans les autres régions ordinaires, à influencer le législateur fiscal et social au niveau national afin de réduire le poids des contraintes administratives pesant sur nos clients, et la responsabilité grandissante des experts comptables.

En conclusion, nous voulons changer de braquet et sortir de l'ornière dans laquelle l'inaction du Conseil Supérieur géré par l'IFEC ces 4 dernières années a placé notre Profession, devenue, il faut bien le reconnaître, le « mal aimé » de notre tutelle et de l'administration.

Pour réussir ce projet, nous vous présentons une liste de trente-six consœurs et confrères représentatifs des différents modes d'exercice des experts-comptables de la Nouvelle Aquitaine.

Certains exercent seuls, d'autres sont associés dans des structures Régionales réunissant plus de deux cents collaborateurs, la plupart d'entre eux ont déjà exercé des responsabilités dans la mandature précédente et tous ont la profession chevillée au corps !

En votant pour notre liste ECF aux prochaines élections, vous redeviendrez Fiers d'être Experts comptables en Nouvelle Aquitaine !

Arnaud
FOUGÈRE



Mélina
MALBEC - BOUYE